

La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud

Un entrisme sur la pointe des pieds



Nadège ROLLAND

Décembre 2018

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Note réalisée dans le cadre de l'« Observatoire Russie, Caucase et Europe orientale », avec le soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), ministère des Armées.

ISBN : 978-2-36567-943-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2018

Couverture : © Falcrum

Comment citer cette publication :

N. Rolland, « La Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud. Un entrisme sur la pointe des pieds », *Russie.Nei.Visions*, n° 112, Ifri, décembre 2018.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Auteur

Nadège Rolland est Senior Fellow, spécialiste des questions politiques et stratégiques en Asie, au National Bureau of Asian Research (NBR), un *think-tank* américain indépendant basé à Seattle et Washington. Ses recherches se concentrent principalement sur la politique étrangère et de défense chinoise et les bouleversements des équilibres régionaux résultant de la montée en puissance de la Chine.

Avant de rejoindre le NBR, Nadège Rolland a été analyste et chargée de mission pour le ministère de la Défense sur les questions stratégiques asiatiques, en particulier chinoises (1994-2014) et chercheur-analyste pour la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) de Singapour (2007-2008).

Elle est l'auteur de *China's Eurasian Century? Political and Strategic Implications of the Belt and Road Initiative*, Seattle, NBR, 2017.

Résumé

L'Europe orientale et le Caucase du Sud sont longtemps restés dans l'angle mort économique et diplomatique de la Chine. Pékin a cependant commencé à poser, depuis plus d'une décennie, les fondations d'une présence durable qui s'est accélérée depuis fin 2013 avec le lancement de son initiative des Routes de la soie (BRI). Depuis, il a renforcé sa présence dans de multiples domaines, en finançant la construction d'infrastructures, en établissant des coopérations dans le domaine de la sécurité intérieure et de la défense et en tissant des liens avec les élites politiques et les milieux d'affaires locaux.

La Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie ne sont du point de vue de la Chine ni un enjeu ni une priorité en soi, mais constituent autant de pièces essentielles d'un jeu qui se joue sur le long terme à l'échelle du continent eurasiatique. Le développement des activités de Pékin est en effet à considérer dans le contexte plus large de son ambition à établir sa suprématie sur l'ensemble du continent et à rivaliser avec la puissance américaine. Son entrisme a beau se faire « sur la pointe des pieds », il ne risque pas moins d'éroder dans ces pays les normes démocratiques et l'influence occidentale.

Sommaire

INTRODUCTION	5
LES LAISSÉS-POUR COMPTE DE LA DIPLOMATIE CHINOISE POST-1991	7
LE CHAÎNON MANQUANT DES ROUTES DE LA SOIE.....	10
DE NOUVEAUX PARTENARIATS EN MATIÈRE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ.....	17
PERSPECTIVES	22
CONCLUSION	25

Introduction

L'Europe orientale et le Caucase du Sud constituent un espace de confluences et de compétitions, où les puissances grandes et moyennes, établies et émergentes, poussent leurs ambitions et défendent leurs intérêts. Moscou rêve de (ré-)intégrer cet « étranger proche » dans son giron politique et sécuritaire, tandis que l'Union européenne (UE) espère éclairer les lanternes démocratiques de ses « partenaires orientaux ». Le positionnement géographique de ces pays les paralyse dans l'ombre du grand voisin russe tout en leur offrant un rôle de carrefour dynamique où s'entrecroisent Europe et Asie. Cette fonction d'artère attire tout particulièrement la République populaire de Chine (RPC) dans la région depuis que Xi Jinping a lancé son projet de renaissance des Routes de la soie (Belt and Road Initiative – BRI) fin 2013¹.

Jusqu'alors, la Chine n'a montré qu'un intérêt limité pour ces pays, très éloignés de son traditionnel champ d'influence et qui semblent avoir peu à lui offrir. Les 17 millions d'habitants de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie représentent tout juste la moitié de l'agglomération de Shanghai et la population des trois pays d'Europe orientale (Biélorussie, Ukraine, Moldavie) égale à peine celle de la dixième province la plus peuplée de Chine.

Dénuée de bagage historique négatif, la Chine se présente à eux principalement comme un partenaire intéressé par les échanges commerciaux, qui s'engage sans distinction politique visible avec l'ensemble des acteurs, y compris ceux qui entretiennent des relations conflictuelles². Elle leur apparaît comme un partenaire neutre, sans desseins militaires ni stratégiques, sans intention d'intégration économique comparable au projet russe d'Union eurasiatique ni d'inclusion dans une sphère démocratique telle qu'envisagée par le projet

1. Le projet *Yidai Yilu* comprend le Corridor économique des Routes de la soie, reliant la Chine à l'Europe *via* le continent eurasiatique, et la route de la Soie maritime du XXI^e siècle, reliant la Chine à l'Europe *via* l'océan Indien. D'abord traduit en anglais « One Belt One Road » ou OBOR, il devient à partir de 2015 Belt and Road Initiative, ou BRI. C'est cet acronyme que nous utilisons ici. Pour une étude détaillée des implications politiques et stratégiques de la BRI, voir N. Rolland, *China's Eurasian Century? Political and Strategic Implications of the Belt and Road Initiative*, Seattle, NBR, 2017.

2. Ainsi, Pékin prend soin de rester neutre sur la question de Haut-Karabakh, s'est abstenue lors du vote de 2008 sur le conflit arméno-azéri au Conseil de Sécurité et n'a pas pris position dans le conflit russe avec la Géorgie la même année, ni avec l'Ukraine en 2014.

européen de Partenariat oriental. Pékin nourrit pourtant de grandes ambitions, portées par la BRI, visant à reconfigurer l'ensemble de l'espace eurasiatique sous l'égide de la puissance chinoise. Ainsi, les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud constituent-ils des pièces d'un jeu géopolitique chinois qui se construit à l'échelle du continent. Les activités que la Chine y développe apparaissent au premier abord dispersées et sans priorité clairement définie. Elles sont en réalité autant de fers au feu que Pékin place dans tous les domaines afin, le moment venu, de servir ses intérêts.

Les laissés-pour-compte de la diplomatie chinoise post-1991

À la fin de la guerre froide, la Chine se concentre principalement sur ses réformes intérieures et sur la consolidation de son développement économique. Sa diplomatie, qui doit gérer l'opprobre résultant des événements de la place Tiananmen, est alors avant tout focalisée sur l'amélioration de ses relations avec les grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis et l'Union européenne, ainsi que sur son voisinage proche (Asie de l'Est et du Sud-Est). Il lui faut également renouer des liens de confiance avec une Russie qui fut longtemps sa rivale dans le camp communiste et régler les questions frontalières et territoriales le long de l'ancienne frontière sino-soviétique. La recherche de garanties sur la sécurité de ces frontières conduit en 1996 à la création du « Groupe des cinq » (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan) qui deviendra en 2001 l'« Organisation de coopération de Shanghai » (OCS), incluant aussi l'Ouzbékistan, et appelée à devenir ultérieurement une véritable organisation régionale de coopération politico-sécuritaire.

Parmi les nouveaux pays indépendants, Pékin cherche donc d'abord à développer ses relations politiques, économiques et commerciales avec les jeunes républiques d'Asie centrale, notamment dans l'objectif d'accéder à leurs ressources énergétiques. Par contraste, l'Europe orientale et le Caucase du Sud, géographiquement éloignés, sont encore, au cours de cette décennie suivant la fin de la guerre froide, hors du champ d'intérêt de la Chine. Minuscule marché potentiel pour les produits chinois, ces pays ne produisent en outre que peu ou pas de matières premières dont est alors friande l'économie chinoise en pleine croissance, et dans le cas où ils sont exportateurs (comme l'Azerbaïdjan), leurs capacités de transport logistique limitent sévèrement leur accès au marché chinois.

Dans la perspective de l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC, novembre 2001), Jiang Zemin lance en décembre 1999 la campagne du « go out » qui entend encourager les investissements directs à l'étranger et pousser les entreprises chinoises à l'international. Aiguillonnées et soutenues financièrement par le

gouvernement central, les firmes chinoises se lancent alors à la recherche de nouveaux marchés à conquérir et commencent à s'intéresser aux pays éloignés de leur champ traditionnel d'activités.

Durant la présidence de Hu Jintao (2002-2012), les relations entre la Chine et les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud s'intensifient et se diversifient donc peu à peu, mais restent généralement modestes. Posant les premières bases du développement de relations économiques, le gouvernement chinois offre alors une série de prêts pour construire ou moderniser les infrastructures locales et montre un intérêt pour l'intensification des échanges commerciaux. Il s'agit le plus souvent pour les pays de la région d'exportations de produits à faible valeur ajoutée (vin géorgien et moldave, engrais biélorusses, cuivre arménien) en échange de produits manufacturés chinois. Au cours des deux décennies suivantes, le commerce bilatéral augmente dans des proportions importantes (jusqu'à 800 % avec l'Azerbaïdjan par exemple). La Chine réalise sa première vente d'armes dans le Caucase en 1999 avec l'achat par l'Arménie de lance-roquettes WM-80³. En 2009, parrainée par Pékin, la Biélorussie entre dans l'OCS en tant qu'observateur, et devient *de facto* le seul pays européen ayant un siège dans l'organisation⁴.

C'est avec l'Ukraine de Leonid Kouchma que les relations sont les plus avancées durant cette période. Héritière privilégiée du démantèlement du complexe militaro-industriel soviétique, l'Ukraine présente alors un intérêt particulier pour Pékin qui souhaite moderniser les capacités technologiques et d'armement de l'Armée populaire de libération (APL). En 1998, la Chine achète à l'Ukraine le porte-avions *Varyag* – le premier de la marine de l'APL, rebaptisé *Liaoning* en 2012 – sous couvert de le transformer en casino flottant au large de Macao. Un contrat de vente à l'armée chinoise de quatre aéroglisseurs de classe *Zubr* est signé en 2009 pour un montant de 315 millions de dollars⁵. La « Révolution orange » et l'invitation, fin 2005, d'officiels taïwanais à une conférence internationale à Kiev, ont cependant entraîné la suspension des échanges de haut niveau durant le mandat de Viktor Iouchtchenko⁶. Les relations ont été réactivées sous la présidence de Viktor Ianoukovitch, qui a signé avec la Chine plusieurs accords de coopération (aviation, infrastructures, finances,

3. Il s'agit aussi de la première acquisition d'armes hors Russie par l'Arménie.

4. A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? », *Russie.Nei.Visions*, Ifri, n° 102, juin 2017, disponible sur : www.ifri.org.

5. Deux des quatre aéroglisseurs ont été livrés à la Chine, les deux autres ont été fabriqués en Chine avec l'aide d'ingénieurs ukrainiens. Un cinquième était en construction en août 2017 : « Fifth Zubr-Class Large Air-Cushion Landing Craft Spotted in China », *Defence Blog*, 25 août 2017, disponible sur : <http://defence-blog.com>.

6. Y. Dong, « Ukraine and Chinese Investment: Caution Amid Potential? », Foreign Policy Research Institute, 6 septembre 2017, disponible sur : www.fpri.org.

douanes, commerce, énergie, etc.). Un « partenariat stratégique » sino-ukrainien a également été entériné en 2011, le premier de la Chine avec un pays post-soviétique (à l'exception du partenariat avec la Russie, inauguré en 1996). Une succession de projets non-aboutis a cependant révélé à Pékin le manque de fiabilité de son « partenaire stratégique⁷ » et entraîné un relatif déclin de l'intérêt chinois pour l'Ukraine, accentué après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. La Chine a commencé à se tourner plus sérieusement vers d'autres pays, notamment la Biélorussie et la Géorgie, où plusieurs entreprises chinoises avaient commencé à investir à partir du milieu des années 2000⁸.

Outre le développement de ses relations économiques et commerciales, la Chine pose les bases de son réseau d'influence à travers l'établissement d'instituts Confucius dans chaque pays de la région. Leur objectif officiel est d'enseigner la langue chinoise, notamment aux élites locales qui seront amenées à participer aux futurs échanges avec la Chine, mais ils agissent en réalité comme des agents d'influence relayant la ligne du Parti communiste chinois (PCC) et défendant les intérêts de l'État chinois⁹. Le premier institut Confucius de la région ouvre ses portes en Biélorussie en 2006 et est hébergé par l'université d'État ; il est suivi par l'Arménie et la Moldavie en 2009, la Géorgie (Université libre) et l'Ukraine (qui compte aujourd'hui quatre instituts : deux à Kiev, un à Kharkov et un à Odessa) en 2010, l'Azerbaïdjan en 2011¹⁰.

En définitive, la Chine fait donc une apparition discrète sur la scène de l'Europe orientale et du Caucase dans les premières années du XXI^e siècle. Sur cette base, Pékin commence à construire, à partir de 2013, le chaînon manquant de ses « Nouvelles routes de la Soie ».

7. Un prêt de 1,5 milliard de dollars financé par l'Eximbank et destiné au secteur agricole, que Kiev devait rembourser sous forme de céréales (*loan for grain*) n'a jamais été mis en œuvre ; le prêt de 3,65 milliards de dollars accordé par la China Development Bank à Naftogaz n'a pas été utilisé par l'Ukraine, faute d'accord en interne.

8. Entreprise privée opérant avec des capitaux d'État, créée en 1988 et basée à Urumqi, Hualing Group s'établit en Géorgie en 2007 et y investit plus d'un demi-milliard de dollars au cours de la décennie suivante, dans des secteurs aussi variés que les mines d'or et de cuivre, le bois scié, l'immobilier, les banques et l'hôtellerie. En septembre 2009, Hualing signe un accord avec le ministère géorgien du Développement économique en vue de l'établissement d'une zone franche industrielle à Koutaïssi. Deux autres entreprises chinoises (Sinohydro et China Railway) remportent en 2010 le contrat de construction d'une voie de chemin de fer contournant Tbilissi, et du tunnel de Rikoti qui établit la jonction entre l'Est et l'Ouest du pays.

9. C. R. Hughes, « Confucius Institutes and the University: Distinguishing the Political Mission from the Cultural », *Issues and Studies*, vol. 50, n° 4, pp. 45-83, 2014, disponible sur : <http://eprints.lse.ac.uk>.

10. Le premier Institut Confucius est hébergé par l'université d'État. Deux autres sont présents au sein de l'Académie diplomatique et de l'Académie pour l'administration publique : au cœur donc, des centres de formation des diplomates et fonctionnaires de haut rang azéris.

Le chaînon manquant des Routes de la soie

Avec le lancement de l'initiative « Belt and Road » (BRI) fin 2013, Pékin promet d'investir plus de 1 000 milliards de dollars dans la construction de chemins de fer, autoroutes, oléoducs, et câbles de fibre optique, reliant la Chine à l'Europe. Les infrastructures ne sont que la base sur laquelle la BRI fonde de plus grandes ambitions : à travers le renforcement des coopérations dans le domaine commercial, financier, culturel, politique et sécuritaire « labellisées BRI », Pékin cherche à créer à terme une sorte d'intégration régionale aux caractéristiques chinoises (« communauté de destins communs¹¹») lui permettant d'établir sa suprématie sur l'ensemble du continent.

Le Caucase du Sud et l'Europe orientale constituent, du simple fait de leur position géographique, un chaînon essentiel de cette vision. Pékin en a besoin dans un premier temps pour réaliser les réseaux d'infrastructure intégrés vers l'Europe occidentale *via* le continent eurasiatique. Le corridor sud-caucasien offre des possibilités d'embranchement et de connexions en direction de la Turquie, de l'Iran et du Moyen-Orient, en parallèle du couloir transcontinental qui traverse le territoire russe. Les pays d'Europe orientale constituent quant à eux le nœud qui connecte le couloir sino-russe trans-eurasien avec le bloc des pays du groupe « 16+1¹² ».

Les intérêts de ces pays coïncident avec ceux de la Chine : la BRI – et ses investissements promis, de surcroît, sans condition politique – séduit notamment les pays du Caucase du Sud qui cherchent depuis leur indépendance à attirer les capitaux étrangers en se présentant comme des « carrefours » et des « corridors de transit » énergétiques et commerciaux incontournable entre l'Asie et l'Europe. Outre la modernisation de leurs infrastructures de transport et de télécommunications, le Caucase du Sud et l'Europe orientale comptent sur la Chine pour aider à relancer leur croissance économique, en offrant de nouveaux débouchés à leurs produits, ainsi qu'une source potentielle d'investissements et d'aides

11. N. Rolland, « Examining China's "Community of Common Destiny" », Power 3.0, 23 janvier 2018, disponible sur : www.power3point0.org.

12. Format de coopération entre la Chine et 16 pays d'Europe centrale et orientale créé en 2012 (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro, Albanie et Macédoine).

financières. Loin de remplacer les collaborations traditionnelles offertes par la Russie et l'UE, la Chine s'impose cependant comme l'un des premiers partenaires de ces pays. Elle devient notamment le quatrième partenaire commercial de l'Azerbaïdjan et le troisième de l'Ukraine en 2017, le troisième partenaire commercial de la Géorgie et son troisième plus important investisseur étranger en 2015, le troisième partenaire commercial de l'Arménie en 2015 et de la Biélorussie en 2016.

Après deux ans de négociations, la Géorgie et la Chine signent un accord de libre-échange (ALE) en mai 2017, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2018¹³. Grâce à ses accords bilatéraux avec la Turquie, les pays membres de la communauté des États indépendants, le *Deep and Comprehensive Free Trade Agreement* (DCFTA signé en 2013 avec l'Union européenne, entré en vigueur en 2016), et le traité *European Free Trade Association* (EFTA avec la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein), la Géorgie donne accès à un marché de plus de 800 millions de consommateurs aux entreprises chinoises.

Malgré un volume des échanges modeste (369 millions d'euros en 2016) et des investissements chinois très limités – à l'exception d'une ligne directe vers la Chine à partir du port de conteneurs moldave de Giurgiulesti ouverte en 2015 – la Moldavie s'est elle aussi engagée dans des négociations pour la signature d'un ALE, fin 2017.

La Biélorussie n'a pas d'ALE avec la Chine, mais un « partenariat stratégique total » signé en juillet 2013. Le président Loukachenko se rend en Chine en moyenne tous les deux ans et a signé, le 31 août 2015, une directive présidentielle encourageant le développement des relations bilatérales avec la Chine¹⁴. Malgré ses efforts, la présence économique chinoise reste relativement limitée¹⁵. Le parc industriel sino-biélorusse de la Grande pierre¹⁶ annoncé en 2010, semble néanmoins avoir trouvé un nouveau souffle grâce à la BRI, ce que la propagande chinoise met régulièrement en avant¹⁷. Les investisseurs chinois¹⁸ entendent utiliser le

13. Il s'agit de l'un des 14 ALE signés par la Chine à ce jour.

14. « Lukashenko Signs Directive on Belarus-China Bilateral Relations Development », Belta, 2 septembre 2015, disponible sur : <http://eng.belta.by>.

15. 37 millions de dollars d'IDE chinois en 2015. Entre 2013 et 2016, la Russie demeure la plus importante source de crédit à la Biélorussie (64,6 %) contre 17,5 % venant de Chine.

16. Great Stone ou Veliky Kamen, baptisé ainsi par Loukachenko pour exprimer sa volonté de faire de ce projet la « pierre angulaire de la relation bilatérale » avec la Chine.

17. Great Stone apparaît régulièrement comme un exemple d'accomplissement de la BRI. Voir, par exemple, la vidéo « President Xi Jinping: Why I proposed the Belt and Road », CGTN, Youtube, 12 mai 2017, disponible sur : www.youtube.com.

18. Le parc est géré par un consortium sino-biélorusse créée en août 2012, à 60 % chinois et 40 % biélorusse, est dirigé par Hu Zheng et son adjoint Kirill Koroteev. Sur 29 entreprises implantées sur le parc, 14 sont chinoises.

parc comme base d'accès au marché de l'Union économique eurasiennne (UEE) auquel appartient la Biélorussie (et qui comprend au total 170 millions de consommateurs russes, kazakhs, arméniens, kirghizes et biélorusses) tout en bénéficiant d'un environnement fiscal très favorable¹⁹. Minsk espère retirer un certain nombre de bénéfices de ce projet : investissements chinois sans condition politique, ainsi que développement et modernisation de certains secteurs de l'économie sans avoir à remettre en cause son système de planification centralisé²⁰.

L'Ukraine s'est quant à elle tournée vers la Chine après la crise de la Crimée pour trouver un marché de substitution au marché russe. Dès 2015, la Chine devient le plus important consommateur de produits agricoles ukrainiens et l'Ukraine dépasse les États-Unis comme premier exportateur de maïs vers la Chine. En 2016, la Chine est la deuxième destination des exportations ukrainiennes, tous produits confondus.

Plusieurs domaines de coopération bilatérale se sont renforcés au cours des cinq dernières années. Si elles restent modestes prises individuellement, ces coopérations, considérées dans leur totalité, révèlent un véritable intérêt chinois pour la région dans deux secteurs particuliers : infrastructures (énergie, télécommunications, transports, secteur financier et bancaire) et défense et sécurité.

Infrastructures

À partir de 2014, les efforts chinois se concentrent particulièrement sur le secteur des infrastructures que le projet BRI est censé encourager et développer. Le transport de marchandises se développe le long des nouvelles routes de la Soie, notamment grâce à l'ouverture du réseau multimodal (train-ferry) transcasprien (TITR) reliant la Chine, le Kazakhstan, la Géorgie, l'Azerbaïdjan et la Turquie²¹. Le 15 janvier 2016, grâce à une connexion au réseau TITR qui évite le territoire russe, l'Ukraine envoie son premier train de marchandises vers la Chine au départ

19. Exemption d'impôts pendant 10 ans pour les entreprises enregistrées dans le parc, réduction d'impôts de 50 % les 10 années suivantes. Les terrains loués sur le parc peuvent être privatisés jusqu'à 99 ans, voir Y. Wu, X. Xing, G. Zhang, « Local Governments' Devotion to "Belt and Road" Initiative Accelerates Overseas Business Expansion », *People's Daily*, 24 avril 2017, disponible sur : <http://en.people.cn>.

20. H. Hallgren et R. Ghiasy, « Security and Economy on the Belt and Road: Three Country Case Studies », SIPRI Insights on Peace and Security, 2017/4, décembre 2017, disponible sur : www.sipri.org.

21. En août 2015, le premier train de marchandises chargé de 82 conteneurs parti de l'Ouest de la Chine, utilise le corridor TITR et parvient à Bakou en six jours.

d'Illichivsk, offrant ainsi une voie de contournement de l'embargo imposé par Moscou²².

La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), basée à Pékin, accorde en 2016 son prêt le plus important (600 millions de dollars) pour la construction du gazoduc transanatolien (TANAP) et le gouvernement azéri espère des financements chinois pour la construction de la raffinerie SOCAR-GPC²³. La BAI a également accordé en 2017 son premier prêt à la Géorgie, d'un montant de 114 millions de dollars pour la construction d'une autoroute contournant Batumi²⁴.

Le port en eaux profondes d'Anaklia intéresse également Pékin²⁵ mais une joint-venture américano-géorgienne (Anaklia Development Consortium, ADC) remporte le marché en 2016. ADC signe en décembre 2017 un partenariat de long terme avec ZPMC, entreprise chinoise qui assure 70 % de la production mondiale de grues portuaires, qui participera au développement d'Anaklia en tant que sous-traitant d'ADC²⁶.

Plusieurs projets chinois de construction d'infrastructures ont été annoncés en Ukraine, dont certains ont été mis entre parenthèses après l'annexion de la Crimée, mais la Chine persiste à s'intéresser aux ports ukrainiens. C'est une entreprise chinoise qui a remporté en 2017 le marché pour la modernisation du port de Youjne, au nord d'Odessa²⁷, un chantier terminé fin décembre, avec trois mois d'avance. Le projet de modernisation du port de Sébastopol, qui avait suscité l'intérêt d'un investisseur chinois en 2013, a pour sa part été suspendu²⁸. Toutefois, en avril 2016, le gouverneur de Sébastopol a annoncé un investissement chinois de 120 milliards de dollars pour le développement du projet urbain « Nouvelle Crimée » (construction de résidences, d'un centre médical, d'écoles, etc.)

22. J. Daly, « Bypassing Russia, Ukraine Becomes Another “Silk Road” Terminus », *Jamestown Eurasia Daily Monitor*, vol. 13, n° 18, 27 janvier 2016, disponible sur : <https://jamestown.org>.

23. « Kitaj vydelil Azerbajdzhanu granty na desjatki millionov » [La Chine a octroyé à l'Azerbaïdjan des dizaines de millions en subventions], *Day.az*, 4 avril 2018, disponible sur : <https://news.day.az>.

24. « AIIB Approves 1st Equity Investment, 2 Loans of 324 Mln USD for Infrastructure Projects », *Xinhua*, 15 juin 2017, disponible sur : www.xinhuanet.com.

25. « Chinese Power Company Front-Runner in Anaklia Port Project », *Agenda.ge*, 12 octobre 2015, disponible sur : <http://agenda.ge>.

26. B. Jardine, « With Port Project, Georgia Seeks Place on China's Belt and Road », *Eurasianet*, 21 février 2018, disponible sur : <https://eurasianet.org>.

27. T. Mooney, « Ukraine Port Dredging Latest Notch in Belt and Road », *JOC.com*, 22 mai 2017, disponible sur : www.joc.com.

28. A. Rose et P. Polityuk, « Chinese Investor Announces \$3 Bln Ukrainian Port Project », *Reuters*, 5 décembre 2013, disponible sur : www.reuters.com.

dont les négociations se font avec Moscou²⁹. Fin 2017, la Chine a promis 7 milliards de dollars d'investissements pour la construction d'une section de l'autoroute Odessa-Mykolaïv, d'une voie ferrée entre l'aéroport de Boryspil et le centre de Kiev, et de la quatrième ligne de métro de la capitale³⁰.

Un autre port, Poti, en Géorgie, aiguise également les appétits chinois. CEFC China Energy, conglomérat spécialisé dans le secteur énergétique dont le fondateur entretiendrait des liens très étroits avec l'APL, détient 75 % des parts de la zone industrielle franche de Poti, acquises en septembre 2017³¹. CEFC est au cœur d'une affaire de corruption internationale³², et est depuis mars 2018 administrée par le bras financier de la municipalité de Shanghai. Sous son impulsion, le port de Poti devrait également accueillir une « zone de marché commun » servant de « hub » financier et logistique et de plateforme d'exportation de produits chinois vers l'Europe et l'Asie centrale³³. En mai 2017, CEFC a signé une série d'accords dans le secteur financier, visant notamment à l'établissement de la Georgian Development Bank (GDB) et du Georgian Construction Fund (GFC³⁴), en partenariat avec le Partnership Fund, investisseur institutionnel de l'État géorgien. Avec un capital d'1 milliard de dollars investi par CEFC et Eurasian Invest LLC, la GDB sera « contrôlée et opérée par CEFC », spécialisée dans des projets « désignés par les gouvernements chinois et géorgien » principalement financés en renminbi. De même, le GFC, qui se concentrera sur les infrastructures (transport, électricité, télécommunications), sera « contrôlé et opéré par CEFC³⁵ ». Si « Géorgie » apparaît dans leur nom, ces deux entités, amenées à décider de la

29. « China to Invest \$120bn in Crimean Peninsula », ChinaGoAbroad, 19 avril 2016, disponible sur : www.chinagoabroad.com.

30. J. Brooke, « With Russia on the Sidelines, China Moves Aggressively into Ukraine », Atlantic Council, 5 janvier 2018, disponible sur : www.atlanticcouncil.org.

31. « Chinese Company Buys 75% Stake in Poti Industrial Zone », *Caucasus Business Week*, 19 septembre 2017, disponible sur : <http://cbw.ge>. Les parts restantes sont détenues par le ministère géorgien de l'Économie (10 %) et la Ras Al Khaimah Investment Authority (RAKIA) émirienne (15 %) : voir Poti Free Industrial Zone Webpage, disponible sur : www.potifreezone.ge.

32. A. Stevenson, « Hard-Charging Chinese Energy Tycoon Falls from Xi Government's Graces », *The New York Times*, 14 mars 2018, disponible sur : www.nytimes.com. Le fondateur et directeur de CEFC, Ye Jianming, fait l'objet d'une enquête interne en Chine depuis mars 2018. L'un de ses bras droits, Patrick Ho, a été arrêté par le FBI à New York en novembre 2017 au motif de tentative de corruption de fonctionnaires de l'ONU.

33. « CEFC China Signs Two Cooperation Agreements with the Government of Georgia to Help Develop an Innovative Trade Model in the "Silk Road Common Market Zone" », disponible sur : <http://en.cefc.co>.

34. « Kitajskie kompanii otkroiut v Gruzii bank s kapitalom v 1 milliard dollarov » [Des entreprises chinoises vont ouvrir une banque en Géorgie avec un capital d'un milliard de dollars], Georgia Online, 14 mai 2012, disponible sur : www.apsny.ge.

35. « CEFC China Signs Two Cooperation Agreements with the Government of Georgia to Help Develop an Innovative Trade Model in the "Silk Road Common Market Zone" », *op. cit.*

construction et du financement d'infrastructures critiques, sont donc en réalité appelées à être entièrement sous contrôle chinois.

À travers CEFC, la Chine cultive un réseau d'« amis » géorgiens. David Saganelidze, directeur du Partnership Fund et membre du conseil politique du parti au pouvoir, « Rêve géorgien », de Bidzina Ivanishvili, est depuis février 2016 « conseiller et consultant³⁶ » de la société chinoise Huahe³⁷. L'ex-Premier ministre Irakly Garibashvili, proche d'Ivanishvili, a quant à lui été nommé membre du Conseil de surveillance de CEFC en février 2018³⁸. Il avait exprimé son enthousiasme pour le projet des nouvelles routes de la Soie, qualifié d'« initiative visionnaire » lors de sa visite en Chine en septembre 2015³⁹.

Enfin, les entreprises chinoises du secteur des télécoms s'imposent dans l'ensemble des pays étudiés ici. Huawei s'est notamment établie comme second vendeur de téléphones mobiles sur le marché géorgien et souhaite y créer un parc technologique⁴⁰. Présente en Azerbaïdjan depuis 2002, elle est devenue le partenaire de choix des principaux opérateurs télécom du pays et ses services couvrent désormais la moitié de la population azérie. Elle annonce en mars 2017 un projet de « ville intelligente » (*smart city*) pour Bakou avec en premier lieu le développement d'un réseau de Wifi public. Huawei, ainsi que plusieurs autres entreprises chinoises de télécoms, sont très actives en Biélorussie⁴¹ qui s'est engagée en septembre 2016 à coopérer avec la Chine pour la construction de la « route de la Soie numérique » et à créer un centre de traitement des données incluant des entreprises chinoises : ZTE y a installé une usine et souhaite y inaugurer un centre de recherches, Huawei y a établi un centre de recherche et développement domotique, China Electronics Technology Group (CETC) y a une représentation et China Telecom a signé en juin 2017 un accord de coopération avec Beltelecom

36. Voir le C.V. de D. Saganelidze, disponible sur le site Parliamentary Assembly of the Black Sea Economic Cooperation, disponible sur : www.pabsec.org.

37. Huahe (华和国际), fondée au Xinjiang par un ancien fonctionnaire du département des affaires européennes du ministère chinois du commerce, est également active en Asie centrale, en Ukraine et en Arménie. Les liens avec CEFC, s'ils existent, ne sont pas apparents au grand jour. Ceux avec le gouvernement chinois sont très probables. Voir sur : www.huahechina.com.

38. « Eks-prem'er Gruzii naznačen sovetnikom nabliudatel'nogo soveta kompanii krupnejšego kitajskogo konglomerata CEFC » [L'ancien Premier ministre de Géorgie nommé conseiller du Conseil de surveillance d'une société du plus grand conglomérat énergétique chinois, le CEFC], Georgia Online, 12 février 2018, disponible sur : www.apsny.ge.

39. « PM: "Strong Ties with China Very Important for Georgia" », *Civil Georgia*, 9 septembre 2015, disponible sur : <https://old.civil.ge>.

40. « Ministr èkonomiki Gruzii provël vstreču s rukovodstvom korporacii Huawei » [Le ministre de l'Économie de la Géorgie a tenu une réunion avec la direction de Huawei Corporation], Business Gruzia, 11 septembre 2014, disponible sur : <http://bizzone.info>.

41. « Chinese ZTE to Set Up Telecom Equipment Factory in Belarus », Belarus National Agency of Investment and Privatization, 12 avril 2017, disponible sur : www.investinbelarus.by.

pour la mise en place à Minsk d'un « nœud » visant à accroître le flux de trafic mobile et Internet entre la Chine et l'Europe.

De nouveaux partenariats en matière de défense et de sécurité

En parallèle de ses activités économiques, la Chine initie des coopérations dans le domaine de la défense et de la sécurité publique, qu'illustre notamment la visite d'avril 2017 de l'amiral Guan Youfei en Géorgie et en Arménie, inédite compte tenu de son niveau protocolaire. Le directeur de la coopération militaire internationale de la Commission militaire centrale a discuté des perspectives de coopération militaire avec ses homologues, en particulier dans le domaine de la formation⁴². Lors de la visite en Chine du ministre arménien de la Défense, Vigen Sargsyan, en septembre 2017, Pékin a annoncé une aide militaire de 1,5 million de dollars à l'Arménie⁴³. La Russie demeure le principal fournisseur d'équipements militaires à Erevan mais avec 4 % de son PIB dédié à la défense (518 millions de dollars), l'Arménie peut aussi envisager de se tourner vers les industries chinoises. Lors de son passage à Pékin, Sargsyan s'est d'ailleurs montré intéressé par l'achat de matériels militaires⁴⁴. L'intérêt arménien pour les équipements chinois n'est pas nouveau⁴⁵ mais la guerre des Quatre jours d'avril 2016, et le plan de modernisation des forces armées qui a suivi⁴⁶, ont peut-être ouvert de nouvelles perspectives pour des fournisseurs non-russes. Par ailleurs, les armements chinois ne concurrencent pas nécessairement les matériels russes : ainsi, la Russie a entamé une collaboration avec le programme chinois de drones de reconnaissance, qui

42. Les détails des discussions ne sont cependant pas publiés dans la presse. « Minister of Defence Hosted Chinese Delegation », Ministère de la Défense géorgien, 11 avril 2017, disponible sur : <https://mod.gov.ge> ; « Armenian and Chinese Defense Ministries Sign 2017 Cooperation Program » Armenpress, 14 avril 2017, disponible sur : <https://armenpress.am>.

43. « China to Provide 10 Million Yuan Aid to Armenian Defense Ministry », Arka, 5 septembre 2017, disponible sur : <http://arka.am>.

44. « Igra na poniženie: začem Erevan zagovoril o zakupkah oružia v Kitae » [Vente à découvert : pourquoi Erevan s'est mis à parler d'achats d'armements en Chine], RIA Novosti, 7 septembre 2017, disponible sur : <https://news.rambler.ru>.

45. Outre les contrats de 1999, Erevan a fait l'acquisition de missiles chinois AR1A en 2013.

46. Publication du « Programme pour la modernisation des forces armées arméniennes, 2018-2024 », mi-mars 2018. D. Petrosân, « Armeniâ planiruet ostavat'sâ aktivnym členom ODKB » [L'Arménie envisage de rester membre actif de l'OTSC], Eurasian Info League, 6 avril 2018, disponible sur : <http://eurasianinfoleague.com>.

pourraient intéresser Erevan⁴⁷. Enfin, il est également possible que les autorités arméniennes utilisent la perspective d'achat de matériels chinois pour inciter Moscou à baisser ses prix⁴⁸.

Pékin fournit de l'aide aux forces armées azéries depuis 2011 et leur a fait un don de matériels d'une valeur d'environ 500 000 dollars en 2013⁴⁹. L'Azerbaïdjan s'est montré intéressé par des coopérations dans les secteurs « militaire, militaro-technique et militaro-éducatif⁵⁰ », qui pourraient inclure des achats d'armements chinois⁵¹.

La Chine n'est pas seulement fournisseur d'équipements militaires, mais aussi cliente⁵². Elle a notamment entamé des coopérations industrielles privilégiées dans le secteur aéronautique militaire avec l'Ukraine et la Biélorussie, car elles détiennent les technologies qui l'intéressent. Les deux principaux fabricants ukrainiens de moteurs d'avion (l'entreprise d'État Ivchenko-Progress et la compagnie privée Motor Sich) fournissent l'entreprise CETC Wuhu Diamond Aircraft Manufacture qui produit des avions d'entraînement pour l'armée de l'air chinoise⁵³. Motor Sich a également signé un contrat avec la CATIC lors du salon du Bourget 2017 pour la fourniture de 25 moteurs d'avions destinés aux Hongdu JL-8⁵⁴. Beijing Skyrizon Aviation (BSA) détient 41 % du capital de Motor Sich, et s'est vu refuser en 2017 par la Cour suprême ukrainienne la possibilité d'en devenir actionnaire majoritaire⁵⁵, la partie ukrainienne craignant que BSA ne transfère la totalité de la chaîne de production de Motor Sich en Chine.

47. « China Teams Up with Russia to Develop Rocket-Launched Reconnaissance Drone », Tass, 30 mars 2018, disponible sur : <http://tass.com>.

48. « Èksperty RF: Armenii ne stol'ko nužno kitajskoe oružie, skol'ko sbit' cenu na rossijskoe » [Experts russes : l'Arménie n'a pas tant besoin d'armes chinoises que de faire baisser les prix des armes russes], NovostiNK, 9 septembre 2017, disponible sur : <http://novostink.ru>.

49. « China to Provide Free Aid to Azerbaijan », Apa, 22 mai 2013, disponible sur : <http://en.apa.az>.

50. « Ministr oborony edet v Kitaj dlâ znakomstva s novoj tehnikoj i oružiem » [Le ministre de la Défense se rend en Chine pour se familiariser avec des nouveaux armements et technologies], Azez.az, 25 avril 2018, disponible sur : <https://aze.az>.

51. R. Mamedov, « Kitajskoe oružie dlâ Azerbajdzana » [Des armements chinois pour l'Azerbaïdjan], Haqqin.az, 28 avril 2018, disponible sur : <https://haqqin.az>.

52. En 2016, elle a par exemple acheté du matériel militaire à l'Ukraine pour un montant de 90 milliards de dollars. M. Przychodniak, « China's Involvement in Ukraine's Economy Vis-à-vis Russia », *op.cit.*

53. D. Malyasov, « Chinese Company Unveiled Model of New Trainer Aircraft », *Defence Blog*, 13 septembre 2017, disponible sur : <http://defence-blog.com>.

54. « "Motor Sič" zaključil râd važnyh soglašenij na aviâsalone Le-Bourget 2017 » [Motor Sich a signé plusieurs accords importants au salon aéronautique du Bourget 2017], Republic.ua, 21 juin 2017, disponible sur : <https://republic.com.ua>.

55. F. Chen, « Ukrainian Military Expertise Sought After by the PLA », *Asia Times*, 28 décembre 2017, disponible sur : www.atimes.com.

La Chine et la Biélorussie ont produit en commun en 2015 le Palanez, un système de lance-roquettes multiples d'une portée de 200 kilomètres⁵⁶, et entendent approfondir leur coopération industrielle : lors de la visite de Loukachenko en Chine en septembre 2016, les deux pays ont signé une feuille de route⁵⁷ visant à renforcer les liens entre le Comité d'État pour la production militaire et industrielle biélorusse (CEPMI) et la CASC (Corporation of Aerospace Science and Technology⁵⁸). C'est la CASC qui a lancé en janvier 2016 le Belintersat-1, un satellite de communication dont l'achat et le lancement ont été financés par un emprunt biélorusse à l'Eximbank chinoise⁵⁹. Début décembre 2017, le vice-président de la SASTIND⁶⁰ s'est rendu à Minsk à la tête d'une importante délégation composée des directeurs des plus grandes entreprises du complexe militaro-industriel chinois (CASIC, NORINCO, ALIT, AVIC, CATIC)⁶¹ afin de discuter de futurs projets communs avec le directeur du CEPMI, Oleg Dvigalev. La délégation chinoise a notamment visité l'Université d'État et l'Université d'informatique et d'électronique⁶². En avril 2018, un nouveau partenariat industriel a vu le jour, l'« Aviation Technologies and Systems » (ATS) créé conjointement par l'Académie nationale des sciences de Biélorussie (NASB) et le conglomérat aéronautique chinois AVIC⁶³. ATS est basée dans le parc de la Grande pierre et ses parts sont détenues à 45 % par NASB, 45 % par AVIC, et 10 % par le consortium sino-biélorusse qui gère le parc⁶⁴. ATS prévoit de produire 200 drones d'ici la fin de l'année⁶⁵, avec comme cible principale le marché des pays de la CEI⁶⁶.

56. A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? », *op.cit.*

57. « Belarus' i Kitaj zaključili paket soglašenij i memorandumov o sotrudničestve v raznyh sferah » [La Biélorussie et la Chine ont conclu un ensemble d'accords et de mémorandums sur la coopération dans divers domaines], Belta, 29 septembre 2016, disponible sur : www.belta.by.

58. La CASC est le leader chinois dans le domaine des satellites de télécommunications, lanceurs de fusées, systèmes de défense aérienne, drones et munitions à guidage de précision.

59. A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? », *op.cit.*

60. La SASTIND (Administration d'État pour les sciences, les technologies et les industries de défense) supervise les activités et programmes du complexe militaro-industriel chinois.

61. China Aerospace Science and Industry Corporation (CASIC), Aerospace Long March International Trade (ALIT), Aviation Industry Corporation (AVIC), et China National Aero-Technology Import and Export Corporation (CATIC). AVIC avait visité l'Académie des Sciences en 2016 pour parler du développement de drones. Voir « V NAN Belarusi sostoâlas' vstreča s delegaciej kitajskoj gosudarstvennoj aviacionnoj kompanii AVIC » [Une réunion s'est tenue à l'Académie Nationale des Sciences de Biélorussie avec une délégation de la société d'aviation d'État chinoise AVIC], Académie des Sciences de Biélorussie, 25 octobre 2016, disponible sur : <http://nasb.gov.by>.

62. « Belarus, China Agree on Further Steps in Military Technical Cooperation », Belta, 14 décembre 2017, disponible sur : <http://eng.chinamil.com.cn>.

63. « Belarus-China Aviation Company Set Up in Great Stone Industrial Park », Belta, 6 avril 2018, disponible sur : <http://eng.belta.by>.

64. « "Lokalizaciâ ob"azatel'na. Belarus' i Kitaj naladât vypusk robotov i dronov » [« Production locale requise ». La Biélorussie et la Chine vont produire des robots et drones], Tut.by, 14 mai 2018, disponible sur : <https://news.tut.by>.

La sécurité intérieure est enfin un domaine d'échanges de plus en plus important entre Chine et Biélorussie. Minsk est engagée dans la lutte anti-terroriste avec Pékin, Moscou et les pays d'Asie centrale dans le cadre de l'OCS et leurs unités spécialisées s'entraînent ensemble dans le cadre des exercices annuels de l'organisation. Les forces intérieures biélorusses ont en outre signé en novembre 2016 un accord de coopération avec la police armée populaire chinoise (PAP) pour la période 2017-2018⁶⁷. Différents exercices conjoints basés sur des scénarios de libération d'otages, de destruction de camps de groupes armés clandestins et de recherche de criminels en zone urbaine ont lieu à un rythme quasi annuel entre forces spéciales des armées et de la police des deux pays⁶⁸. Par ailleurs, Minsk montre de l'intérêt pour les techniques de surveillance et de contrôle de la population que la Chine a développées afin de maintenir l'ordre interne et la « stabilité sociale » nécessaires au maintien au pouvoir du PCC. Stanislav Zas', le secrétaire d'État du conseil de sécurité biélorusse, a rencontré en août 2016 et avril 2017 Meng Jianzhu, membre du bureau politique et secrétaire de la Commission centrale des affaires politiques et juridiques qui contrôle notamment l'appareil judiciaire et les agences chinoises de renseignement et de sécurité. Lors des discussions qui ont lieu à Pékin, l'agenda a porté sur la coopération militaire, la lutte contre le terrorisme, l'immigration clandestine, le crime organisé, la protection des ressortissants chinois travaillant sur le site de la Grande pierre et la sécurité de l'information – thèmes que Zas' a abordés avec les ministres chinois de la Sécurité publique, de la Sécurité d'État, et de la Défense⁶⁹. Le lieutenant-général Zas' cultive un intérêt particulier pour les techniques de contrôle du cyberspace et de censure de l'information⁷⁰, domaine dans lequel la Chine est passée maître. La présence en Biélorussie de multiples

65. « Belorussko-kitajskoje SP planiruet vypustit' 200 bespilotnikov do konca goda » [Une entreprise sino-biélorusse prévoit de produire 200 drones avant la fin de l'année], Belta, 15 mai 2018, disponible sur : www.belta.by.

66. « Belarus' budet vypuskat' drony sovместno s Kitaem » [La Biélorussie va produire des drones conjointement avec la Chine], Belsat.eu, 14 avril 2018, disponible sur : <https://udf.by>.

67. « Belarus' – Kitaj: ukreplââ sotrudničestvo » [Biélorussie-Chine : renforcer la coopération], ministère biélorusse de l'Intérieur, 1^{er} décembre 2016, disponible sur : <http://mvd.gov.by>.

68. Y. Preiherman, « Strategic Advances and Economic Hopes of Belarus-China Relations », *Jamestown Eurasia Daily Monitor*, vol. 14, n° 97, 24 juillet 2017, disponible sur : <https://jamestown.org>.

69. H. Hallgren et R. Ghiasy, « Security and Economy on the Belt and Road: Three Country Case Studies », SIPRI Insights on Peace and Security, 2017/4, décembre 2017, disponible sur : www.sipri.org.

70. S. Zas', « Protivostoânie v sfere smyslov v global'nom kontekste XXI veka » [Confrontation dans le domaine des idées dans le contexte mondial du XXI^e siècle], *Belaruskâ Dumka*, 10, 2014, disponible sur : <http://beldumka.belta.by>; « Deâtel'nost' gosorganov po obespečeniiu informacionnoj bezopasnosti budet skoordinirovana » [Les activités des organes de l'État pour assurer la sécurité de l'information seront coordonnées], Belta, 18 novembre 2017, disponible sur : www.belta.by.

entreprises chinoises de télécommunications, combinée à une offre d'assistance technique des ministères chinois spécialisés, pourraient présager un renforcement de la surveillance du cyberspace biélorusse.

Perspectives

L'apparition de la Chine sur la scène du Caucase du Sud et de l'Europe orientale s'est faite progressivement et sans fanfare. Mais sa présence se fait ressentir à un moment où l'attention des puissances traditionnellement actives dans la zone est détournée ailleurs : comme le souligne un chercheur chinois dépendant du ministère des Affaires étrangères, « La Russie, les États-Unis, l'Europe et les autres puissances étrangères sont occupés à gérer la crise ukrainienne, la montée en puissance de Daech et la crise nucléaire iranienne », si bien que « les tensions régionales ont, d'une certaine manière, diminué ». En outre, les pays de la région cherchent de nouveaux partenaires économiques, la puissance russe décline graduellement, et ni l'Iran ni la Turquie ne peuvent jouer un rôle plus important « du fait de leurs limites respectives⁷¹ ».

Aux échanges commerciaux initiés dans les années 2000 a désormais succédé une intense campagne diplomatique pour la promotion de la BRI, accompagnée de promesses d'investissements et d'approfondissement de multiples domaines d'échanges. Arrivée tardivement dans cette zone, la Chine se donne le temps d'explorer toutes les coopérations possibles, d'identifier celles qui fonctionnent le mieux pour ses intérêts, d'approcher et de cultiver les relais qui lui sont favorables au sein des élites locales. L'absence apparente de priorités claires dans les pays faisant l'objet de la présente étude est le reflet d'une tactique chinoise délibérément pragmatique, faisant feu de tout bois, du moment que ses objectifs sont atteints. En l'espèce, la Chine s'intéresse à ces pays non pas pour ce qu'ils représentent intrinsèquement, mais en tant que pièces d'un ensemble bien plus vaste – le continent eurasiatique. Pékin envisage celui-ci comme un espace politiquement stable, où l'influence occidentale est réduite, lui octroyant la profondeur stratégique qui lui est nécessaire face à une pression américaine constamment exercée sur sa périphérie maritime orientale⁷². Dans l'immédiat, la BRI lui sert de vecteur de projection de sa puissance géoéconomique dans cet espace continental, mais son véritable

71. H. Deng et Z. Li., « Nán gāojiāsuǒ dìqū xíngshì yǎnbiàn yǔ sīchóu zhī lù jīngjì dài jiànshè » [Évolution de la situation dans le Caucase du Sud et construction de la ceinture économique de la route de la Soie], Rapport du CIIS n° 19, novembre 2017, disponible sur : <http://images.china.cn>.

72. H. Zhao, « Zhōngguó yǔ dà ōu yà huóbàn guānxì » [La Chine et le partenariat eurasiatique], *Guoji Wenti Yanjiu*, 6, 2017, disponible sur : <http://www.ciis.org.cn>.

objectif se joue sur le long terme : détrôner la puissance américaine et établir sa suprématie.

Avant cela, il lui faudra cependant composer avec la Russie, qui considère la région comme son pré-carré et dont les projets d'intégration tels que l'UEE et la formation d'un partenariat en « Grande Eurasie⁷³ » pourraient être concurrencés par la BRI. Certains chercheurs chinois n'excluent pas de coopter le concept de Grande Eurasie, si cela peut éviter une compétition avec la Russie qui serait préjudiciable à la Chine⁷⁴. Les élites chinoises savent que la BRI et la Grande Eurasie se superposent géographiquement, mais estiment que la Russie n'a pas les moyens économiques et financiers de ses ambitions⁷⁵. Dans cet espace convoité conjointement, la Chine prend cependant soin de limiter ses activités aux domaines qui ne heurtent pas les intérêts russes, ou à ceux, principalement économiques et financiers, que la Russie n'est actuellement pas en mesure d'offrir. Cette division implicite du travail est également visible dans les calculs géopolitiques des deux pays. À court terme, l'intention de la Chine n'est pas de devenir la puissance dominante dans cet espace, et elle se contente volontiers de laisser Moscou y jouer le rôle principal dans le domaine de la défense et de la sécurité – l'APL n'en a ni les capacités matérielles, ni la volonté. À plus long terme, Pékin estime que la Russie ne sera qu'une puissance de second rang en déclin et cette division des rôles pourrait évoluer.

Dans l'immédiat, les priorités et objectifs de Pékin et de Moscou convergent⁷⁶ : lutter contre les « trois forces du mal » (extrémisme, séparatisme, terrorisme) qui constituent aux yeux de Pékin et des membres de l'OCS les principaux défis de sécurité auxquels est confrontée la région⁷⁷, maintenir la stabilité des régimes néo-autoritaires, contrer les ingérences étrangères libérales et les « révolutions de couleur », et affaiblir la puissance américaine. Les activités de la Chine dans les pays d'Europe orientale et du Caucase du Sud – et plus généralement dans l'ensemble de l'espace post-soviétique – aident Moscou dans chacun de ces domaines. Elle cultive des coopérations sécuritaires qui pourraient diffuser localement les méthodes de surveillance et de répression qu'elle utilise en interne. Elle offre, sans garanties de transparence ni respect des pratiques

73. M. Duchâtel, F. Godement *et al.*, « Eurasian Integration: Caught between Russia and China », ECFR Essay, 7 juin 2106, disponible sur : www.ecfr.eu.

74. H. Zhao, [La Chine et le partenariat eurasien], *op.cit.*

75. Z. Li, « Dà Ōu-Yà huōbàn guānxì: Chóng sù Ōu-Yà xīn zhìxù? » [Grand partenariat eurasien: redéfinir le nouvel ordre eurasiatique?], *Guoji Wenti Yanjiu*, 1, 2017, disponible sur : <http://www.ciis.org.cn>.

76. Z. Li, [Grand partenariat eurasien], *op.cit.*

77. « Les pays membres de l'OCS renforceront leur coopération pour relever les défis de sécurité », Xinhua, 8 juin 2018, disponible sur : <http://french.xinhuanet.com>.

de bonne gouvernance, un apport de capital à des pays néo-autoritaires et à des démocraties fragiles, et pourrait à terme devenir le premier créancier de la région. Les effets de son entrisme « sur la pointe des pieds » ne se feront pas sentir à court terme, mais déjà, ses actions testent la résilience du modèle de gouvernance démocratique prôné par l'UE et renforcent un glacis sino-russe aux portes de l'Europe.

Alors que Xi Jinping propose désormais le modèle chinois comme une « nouvelle option » qui est mise à la disposition des pays « désireux d'accélérer le développement de leur pays, tout en préservant leur indépendance⁷⁸ », l'Eurasie constitue « une plateforme utile pour la construction d'un nouvel ordre mondial⁷⁹ » : si la Chine, la Russie, l'Inde, l'Iran, la Turquie et d'autres « parvenaient à construire un partenariat eurasiatique, intégrant dans la même communauté intérêts économiques et de sécurité, cela aurait un formidable impact sur l'hégémonie américaine et sur l'atlantisme. Le paysage mondial en serait bouleversé », conclut un expert chinois⁸⁰.

78. S. Denyer, « Move Over, America. China Now Presents Itself as the Model “Blazing a New Trail” for the World », *The Washington Post*, 19 octobre 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

79. H. Zhao, [La Chine et le partenariat eurasiatique], *op.cit.*

80. Z. Li, [Grand partenariat eurasiatique], *op.cit.*

Conclusion

L'influence chinoise en Europe orientale et dans le Caucase du Sud demeure relativement modeste en comparaison de celles de la Russie et de l'UE. Toutefois, la Chine a commencé à poser, depuis plus d'une décennie, les fondations d'une présence durable, initialement axée prioritairement sur le développement de coopérations économiques. Elle a renforcé sa présence commerciale et financière, montre un intérêt pour la construction des infrastructures critiques dont ces pays dépendent et a amorcé des coopérations dans le domaine de la sécurité intérieure et de la défense. Ces différents domaines d'activité lui permettent de tisser ses réseaux au sein des élites politiques et des milieux d'affaires locaux. Contrairement à la plupart des économies de marché, la République populaire de Chine n'envisage pas ses investissements et transactions commerciales uniquement comme une fin en soi, mais les utilise le plus souvent comme un moyen d'atteindre des objectifs politiques, voire géopolitiques.

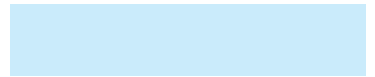
Aux yeux de Pékin, aucun des six pays évoqués dans cette étude n'est un enjeu ni une priorité *per se*, mais ils constituent autant de pièces d'un jeu qui se joue à l'échelle du continent et sur le long terme. Les activités de la Chine sont en effet à considérer dans le contexte plus large de son ambition, portée par son initiative des routes de la Soie (BRI), visant à établir sa suprématie sur l'ensemble du continent eurasiatique afin de rivaliser avec la puissance américaine.

La Russie ne nourrit probablement aucune illusion quant aux intentions chinoises réelles, mais semble s'accommoder pour le moment d'un entrisme chinois grandissant dans son étranger proche. Les activités que la Chine y déploie servent en effet ses intérêts de court terme : consolidation de pouvoirs et de pratiques autoritaires et affaiblissement de l'influence des démocraties occidentales.

Les dernières publications de *Russie.Nei.Visions*

- ▀ [B. Kunz, « L'Europe du Nord face au défi stratégique russe : quelles réponses politiques et militaires ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 111, Ifri, octobre 2018.
- ▀ [E. Vardanean, « La Moldavie entre la Russie et l'Occident. L'intégration européenne à l'épreuve des fractures intérieures »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 110, Ifri, août 2018.
- ▀ [D. Adamsky, « La campagne syrienne de Moscou : évolution de l'art stratégique russe »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 109, Ifri, juillet 2018.
- ▀ [B. Lo, « Vladimir Poutine et la politique étrangère russe : entre aventurisme et réalisme ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 108, Ifri, juin 2018.
- ▀ [P. Baev, « L'évolution de la politique russe en matière de lutte antiterroriste : de la Tchétchénie à la Syrie »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 107, Ifri, avril 2018.
- ▀ [J.-R. Raviot, « Le "poutinisme" : un système prétorien ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 106, Ifri, mars 2018.
- ▀ [S. Fainberg, « Spetsnaz, contractuels, volontaires : qui sont les "hommes de guerre" russes en Syrie ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 105, Ifri, décembre 2017.
- ▀ [C. Pajon, « Japon-Russie : les limites d'un rapprochement stratégique »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 104, Ifri, octobre 2017.
- ▀ [M. Souslov, « Le "Monde russe" : la politique de la Russie envers sa diaspora »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 103, Ifri, juillet 2017.
- ▀ [A. Marin, « Minsk-Pékin : quel partenariat stratégique ? »](#), *Russie.Nei.Visions*, n° 102, Ifri, juin 2017.

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : souin@ifri.org.



ifri

institut français
des relations
internationales